

# « Laisser faire, c'est accepter que toutes soient prostituables »

**Après leur marche, sept survivantes de la prostitution se sont entretenues avec des représentants du secteur associatif.**

**R**osen Hicher, aujourd'hui âgée de 62 ans, s'est prostituée pendant 22 ans en France. Partie de Liège, le 6 avril, elle est passée Huy, Andenne, Namur, Sambreville, Charleroi et La Louvière. C'était déjà sa troisième marche contre la prostitution.

Utsopi (Union des Travailleuses du Sexe Organisées pour l'Indépendance) a réagi samedi, en arguant que les prostituées tombent dans la clandestinité dans les pays où la prostitution est interdite, ce qui restreint leurs droits et leur sécurité. Ce collectif appelle par ailleurs à lutter contre la traite des êtres humains, mais à distinguer les combats en fonction du libre choix.

## Pour l'interdiction

Rosen Hicher a expliqué avoir également porté ce message quand elle se prostituait,

parce que c'est une façon de se croire en accord avec soi-même, de garder sa dignité et de refuser de voir la violence extrême subie. « *Laisser une minorité de femmes se prostituer, c'est accepter que toutes soient*

**La banalisation de la prostitution permettrait aux clients de se donner bonne conscience.**

*prostituables* », explique-t-elle.

Pierrette Pape, présidente de l'association Isala, qui a marché aux côtés des survivantes de la prostitution, a souligné que la plupart des prostituées sont étrangères et dans des réseaux, ce qui implique qu'elles restent dans l'ombre, contrairement aux membres d'Utsopi. Les témoignages des survivantes parlent à celles plus minoritaires qui défendent avoir fait le choix de se prostituer. « *La marche était une façon pour moi de panser mes plaies* », a ainsi déclaré une survivante. Une autre québécoise estime : « *il faut se poser la question de ce qui nous empêche d'en sortir.* »

Quant aux droits, Grégoire Thery, administrateur de

l'ASBL Isala et délégué général de la coalition pour l'abolition de la prostitution, assure défendre un statut de victime pour les prostituées. « *On demande que les personnes étrangères puissent toutes avoir accès à un titre de séjour pour qu'elles puissent trouver un travail et se réinsérer, car sans ça elles restent coincées dans la prostitution. On demande qu'elles aient accès à une réparation devant les tribunaux pour les violences subies... On demande aussi des dispositifs d'hébergement.* »

Le modèle abolitionniste vise de plus la pénalisation des clients, au motif que les relations tarifées alimentent le marché du sexe. La banalisation de la prostitution permettrait aussi aux clients de se donner bonne conscience en considérant que leur argent aide les prostituées. « *Même les clients qui sont conscients de la situation de détresse des femmes – comme on l'a vu avec la campagne de la silhouette d'une femme qu'il fallait appeler (campagne de la fondation Samilia, NDLR) – demandent leur service sexuel* », remarque Grégoire Thery. « *Parce qu'ils paient, ils estiment pouvoir acheter le privilège d'entrer dans une zone de non droits.* » ■